

Creuse → L'actualité

→ INDISCRÉTIONS

"NON-ÉVÈNEMENT". Le groupe d'opposition Guéret en commun perd la moitié de ses membres au sein du conseil municipal de Guéret. Sylvie Bourdier et Gilles Brunati ont décidé de laisser Martial Robert et Michel Vergnier pour créer leur groupe Guéret territoire du bien vivre. La nouvelle a été annoncée lundi soir, lors du conseil municipal. « Il s'agit d'un non-événement et non, ce n'est pas une scission, ni même une dissidence, ni même une divergence. Non, c'est une simple prise de distance en ce qui nous concerne. (...) Nous entrons à présent dans la dernière année du mandat, avec de nouvelles élections qui se préparent. C'est donc logiquement, comme nous restons de simples citoyens de gauche, encartés dans aucun parti, que nous nous positionnons en dehors du modèle des alliances entre partis politiques. (...) Le nom de notre nouveau, bien modeste groupe est significatif de notre conviction. Nous croyons fermement que notre ville doit être harmonieusement ancrée dans son territoire, en synergie avec les collectivités adhérentes et que, dans le cadre d'un véritable projet de territoire qui reste à définir en commun, il est possible de rester optimiste et même de promouvoir un bien libre partagé avec l'ensemble de nos concitoyens et sécurisé par une politique de projet utile, solidaire et éco-responsable. » ■

DU MONDE AU CONSEIL. Lundi soir, alors que le conseil municipal de Guéret allait commencer, une délégation de représentants du personnels de la Ville et syndicalistes est arrivée et a assisté en silence, comme le veut l'usage, au conseil.

Avant qu'il ne démarre, Laurent Margueritat, représentant départemental de la CGT, expliquait : « Nous sommes là en soutien aux collègues qui pourraient être touchés par ce budget » (*N.D.L.R. le budget allait être voté ce lundi soir*).

Lire en filigrane : en soutien aussi, et surtout, au personnel de la cuisine centrale. Depuis les propos de Marie-Françoise Fournier lors du conseil municipal du 17 mars, où elle avait annoncé envisager « externaliser » la cuisine centrale, le sujet a beaucoup fait parler. Notamment le groupe d'opposition Guéret Écologie Solidarité, présidé par Benoit

Le député en prison



Suite à la série d'attaques ayant visé des établissements pénitentiaires dans le pays, le député UDR de la Creuse, Bartolomé Lenoir a rendu visite cette semaine au personnel de la maison d'arrêt de Guéret. Il a affiché son « soutien aux agents pénitentiaires, qui font un travail remarquable », demandé que « plus de moyens soient alloués pour nos prisons et notamment celle de Guéret ». L'UDR exige « l'application réelle de peines planchers pour les agresseurs d'agents pénitentiaires ». ■

La Nouvelle-Aquitaine en délégation au Japon



OSAKA ■ A l'occasion de l'actuelle exposition universelle au Japon, une délégation de la Nouvelle-Aquitaine a fait le déplacement à Osaka, conduite par Christelle Chassagne, présidente du comité régional de tourisme, Aurélie Loubes, directrice générale du Comité régional du tourisme et Valérie Simonet, présidente du conseil départemental de la Creuse.

Lascoux et auquel appartient le président du Grand Guéret Éric Correia, qui avait publié un communiqué exprimant sa grande inquiétude. Particulièrement concernant les neuf emplois sur site. Marie-Françoise Fournier avait, elle, assuré que ces neuf emplois seraient bien préservés.

Lundi soir, lors du conseil municipal, la maire a tenu à rectifier le mot « externalisation », qui aurait été mal interprété. Des travaux ont d'ailleurs été voté pour garantir le bon fonctionnement de la cuisine centrale après une série de pannes (*voir notre édition du mercredi 16 avril*). ■

COURTILLE EN TRAVAIL. La Ville de Guéret veut profiter de l'assec de Courtille pour réaliser un certain nombre de travaux : pose de grilles, faucardage de la végétation, curage des fossés en fond d'étang, sécurisation et confortement du moine existant, ajout d'une échelle à crinoline pour une descente sécurisée en pied de déversoir, renforcement de l'enrochement de pied de barrage côté moine et arrachage de la végétation, création en dur d'un escalier béton pour les pêches au filet, prélèvements d'eau et analyse sur les tuyaux d'arrivée. Montant total : 150.000 euros (subventionnés à 80%).

Lors du conseil municipal de lundi, Marie-François Fournier a annoncé l'organisation d'une réunion publique le 3 juin, sur place, pour montrer aux Guérétois l'avancée des travaux et leurs avantages.

Quant à la remise en eau de Courtille, elle est prévue en décembre. ■

UNE MINISTRE FÉLICITE LA VILLEDIEU. Les bonnes idées du plateau de Millevaches s'invitent jusque sur le bureau de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard. Dans sa revue de presse, elle est visiblement tombée sur notre article intitulé « Mutualiser

la terre pour cultiver l'avenir » consacré à l'Association foncière agricole libre qui vient de se créer à La Villedieu, paru le 29 mars dans *La Montagne Creuse* et le lendemain dans *Le Populaire du Centre*. Et l'idée l'a tant séduite qu'elle a envoyé le 11 avril un courrier à Thierry Letellier, maire de la commune et président de l'Afal La Villedieu pour lui adresser ses « plus sincères félicitations pour la concrétisation de cette initiative ». Elle loue cette contribution « à la valorisation du foncier agricole du Plateau de Millevaches et au développement d'une agriculture locale de qualité, ainsi qu'aux enjeux majeurs de l'installation et de la transmission des exploitations, par la mise en relation entre les propriétaires et de nouveaux exploitants ». La ministre insiste aussi sur « le caractère collectif de la démarche » qui mêle municipalité, PNR et Safer. L'agriculture paysanne du confin de Millevaches n'est pourtant pas la marotte de la ministre qui est connue pour sa complaisance envers une agriculture plutôt... productiviste, proche de la FNSEA... Mais « ça fait toujours plaisir », sourit Thierry Letellier qui se réjouit du bruit que fait cette nouvelle venue dans le paysage du plateau. « J'ai vu la sous-préfète la semaine dernière, elle m'en a parlé, Gérard (*Salviat, adjoint de La Villedieu, vice-président du PNR en charge de la forêt et du paysage et élu communal*) a vu la préfète vendredi dernier, elle lui en a parlé. Il y a pas mal de gens qui en parlent ! » Quant à savoir comment la nouvelle s'est colportée jusqu'à l'Hôtel de Ville... Y a-t-il un effet plateau successif à l'arrivée du nouveau secrétaire général de l'Elysée, Emmanuel Moulin, frère de la maire de Faux-la-Montagne, Catherine Moulin ? ■

CHRÉTIENS ENGAGÉS. Des « chrétiens engagés dans l'église catholique du diocèse de Limoges », comme ils se présentent, viennent d'adresser aux députés et sénateurs

ainsi qu'aux préfets de la Creuse et de la Haute-Vienne, un courrier pour s'interroger sur « le sens des mots et des valeurs de notre pays aujourd'hui ».

Ainsi, le courrier précise d'emblée que « comme citoyens français et comme diacres, et épouses de diacres de l'église catholique, nous sommes très attachés au triptyque de la République qui orne les frontons des édifices publics et parfois des églises : Liberté, Égalité, Fraternité. Cette devise de la France ne peut se réduire à illustrer un décorum institutionnel, elle donne du sens à la place de l'humain dans la société, elle donne le sens de la démarche de notre République. Enfin, comme chrétiens, elle renvoie aux valeurs de l'Évangile et aux enseignements de Jésus notamment avec les Béatitudes ».

« Au vu des derniers événements qui se sont déroulés à Guéret, en Creuse - et ailleurs - vis-à-vis de migrants intégrés nous nous interrogeons fortement sur le sens des mots et des valeurs de notre pays aujourd'hui. »

Et de citer en exemple des expulsions de personnes « sans tenir compte des réels efforts faits pour s'intégrer en France », « la rétention administrative d'une mère de famille élevant seule sa fille de 10 ans et son frère handicapé à plus de 80% » ou le cas de Manssour Sow, ouvrier agricole depuis deux ans à Maisonnisses en Creuse, aujourd'hui en CDI faisant l'objet d'une OQTF. Et de conclure le courrier signé par plus de vingt personnes en précisant que « notre foi en un Dieu qui délivre nous conduit sur les chemins de la rencontre de personnes en précarités de santé, d'isolement, de déracinement, d'argent, nous pousse à dire publiquement que l'accueil des personnes qui veulent s'intégrer dans notre société doit se faire sans préjugés, en tenant compte des situations concrètes et locales et sans des pratiques qui peuvent renvoyer aux sombres pages de notre Histoire. » ■